

2 Politique

Trois questions à... Mathieu Mboumba Nziengui
Il n'y a plus de tendance à l'UPG

Propos recueillis par : J.-C.A.

Libreville/Gabon

Ainsi s'exprime le président de l'Union du peuple gabonais (UPG) qui, par ailleurs, conseille aux autres prétendants de créer leurs propres formations.

l'union. Monsieur le président après le décès de Pierre Mamboundou, l'Union du Peuple gabonais (UPG) s'était fracturée en plusieurs entités, chacune se revendiquant du fondateur. Laquelle détient réellement la légitimité aujourd'hui ?

Mathieu MBOUMBA NZIENGUI : Le parti ne s'était pas fracturé. L'UPG est restée une et indivisible. Mais des personnes malintentionnées, dont Dieudonné Moukagni Iwangou et Bruno Ben Moubamba, ont tenté, en vain, de prendre sa tête. Des décisions de justice les ont déboutés. Ils ont tenu des congrès illégitimes, alors que d'après les statuts du parti, seul le secrétaire exécutif que j'étais étais habilité à convoquer un congrès. L'UPG dirigée par Mathieu Mboumba Nziengui est donc la seule formation légitime. Du vivant de Pierre Mamboundou, j'en étais le secrétaire exécutif et il m'a toujours confirmé dans mes fonctions. A son décès, et alors

que son corps reposait encore dans une maison des pompes funèbres, des bruits de bottes commencèrent à se faire entendre. Certains cadres du parti, dévorés par l'ambition, voulurent tenter une jacquerie. J'ai été élu président de l'UPG par le congrès de Ndendé de juin 2016. J'avais comme concurrente la veuve de Pierre Mamboundou. Donc, il n'y a plus de tendance, il n'y a qu'une seule UPG. Je conseille à Dieudonné Moukagni Iwangou de s'inspirer de Moulombo, de Bonaventure Nzigou Manfoumbi et de Bruno Ben Moubamba qui ont créé leurs partis.

Selon vous, qu'est-ce qui motive dès lors Moukagni Iwangou à s'accrocher au label "UPG" ?

- Je vais vous faire une révélation. Moukagni Iwangou n'a jamais été militant de l'UPG. D'ailleurs, au tribunal, il n'avait pas pu le démontrer car, ne possédant pas de carte du parti. Du vivant de Pierre Mamboundou, il participait aux activités du parti en tant que consultant. En effet, sa qualité de magistrat ne lui permettait pas d'adhérer à un parti politique. Après la disparition du fondateur, il avait cru son heure arrivée et avait voulu surfer sur la vague de désespoir causée par cette disparition pour s'approprier le parti. L'UPG fut créée par un grand homme, elle ne doit pas mourir. Qu'il crée son parti et laisse l'UPG tranquille.



Photo : D.R.

Mathieu Mboumba Nziengui : "Moukagni Iwangou n'a jamais été militant de l'UPG".

Nous apprenons que vous faites en ce moment l'objet d'une fronde de la part de la fédération de Port-Gentil. Qu'en est-il exactement ? Par ailleurs, comment réagissez-vous à l'affaire "Aba'a Minko" ?

- Je n'ai pas été désavoué par la fédération de Port-Gentil. Lors des locales de 2008, l'Alliance des Bâisseurs eut plus de conseillers que les autres formations, mais il lui manqua néanmoins quelques conseillers pour prendre la tête du conseil municipal de Port-Gentil. L'UPG choisit de

s'allier au PDG et à d'autres formations de l'opposition pour former une nouvelle majorité. Notre parti obtint le poste de premier maire adjoint et un autre poste technique. Lors des Locales de 2013, l'UPG obtint cinq conseillers municipaux. Ceux-ci décidèrent de rester dans l'esprit de l'accord de 2008, se rapprochèrent du PDG et Apérano fut réélu. Le PDG de son côté aida à l'élection d'un sénateur UPG, Christine Moussounda. Le mécontentement des conseillers UPG vient du fait qu'ils se sentent désabusés par la municipalité de Port-Gentil, car le poste technique qui devait revenir à l'UPG a été attribué à l'Alliance pour le Changement et la Restauration (ACR) de Bruno Ben Moubamba. Ayant été accusé de négliger cette affaire, j'ai alors interpellé Michel Essonghe qui fut le principal interlocuteur lors des négociations relatives à la cogestion. Rappelons-le, ledit accord était verbal et non écrit. Il m'a demandé d'attendre que le Dialogue d'Angondjé s'achève...

Pour ce qui est du cas d'Aba'a Minko, nous l'avons condamné. Un président a été élu, reconnu par la Communauté internationale et il y a eu un Dialogue. Les opposants dits radicaux auraient dû venir s'y exprimer. Mais, ils ont privilégié la politique de la chaise vide. Le Gabon est un pays de paix et nous ne voulons pas vivre ce qui se passe dans d'autres pays de la sous-région. Le Gabon doit avancer dans la paix.

Vie des partis/Commune de Libreville

Le FER s'implante dans le 1^{er} arrondissement

SM

Libreville/Gabon

LE directoire du Front d'égalité républicain (FER) en tête duquel son président, Bonaventure Nzigou Manfoumbi, a installé, en début de semaine, sa cellule de base pour le compte du premier arrondissement de la commune de Libreville. Ce, dans le cadre de sa tournée interprovinciale dont l'Estuaire constitue la deuxième étape, après celle de

l'Ogooué-Ivindo le 17 juin dernier.

Les responsables de cette formation politique de l'opposition, plutôt modérée, étaient accompagnés de plusieurs représentants des partis-amis, la plupart membres de l'Alliance pour la nouvelle opposition (ANO) actuellement dirigée par le président du FER.

Comme lors de son séjour à Makokou, Bonaventure Nzigou s'est surtout voulu porteur d'un message « censé nous guider au quotidien celui de la responsa-

bilité, la détermination et la patience que devrait incarner chaque militant et sympathisant du Front d'égalité républicain ». Fort de cela, il a indiqué aux siens que la formation politique qu'il préside ne saurait être un parti favorable à la violence. Bien au contraire, a-t-il dit, « ici, nous cultivons une troisième voie, celle du dialogue visant à améliorer et construire notre pays ». Car, poursuivra-t-il, « si on aime notre pays, on ne peut rester dans un coin sans rien faire ».

Toute chose qui, à en

croire le leader du FER, aurait justifié sa participation aux assises d'Angondjé, initiées par le président Ali Bongo Ondimba en mars dernier. Une grand-messe politique dont Nzigou Manfoumbi a fait l'économie des résolutions finales à ses militants et sympathisants du 1^{er} arrondissement de la capitale gabonaise.

Aussi, le président du FER a mis à profit cette occasion pour sensibiliser ses interlocuteurs contre les actes de violence observés ces derniers temps, et qui



Photo : SM

Installation des responsables des cellules de base.

sont le fait de certains compatriotes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de

nos frontières. Actes, du reste, fermement condamnés par le FER.

Causerie politique de "La troisième Voix"

Gérard Ella Nguema condamne la violence

E. L.

Libreville/Gabon

Au cours de cette même sortie l'ancien candidat à la Présidentielle d'août 2016 a prôné la prise de conscience des jeunes.

PRESIDENT de la Plateforme politique, "La Troisième Voix", Gérard Ella Nguema a animé, récemment, une causerie politique avec certains jeunes de la commune de Libreville. A cet effet, l'ancien candidat à la présidentielle d'août 2016, est revenu sur les questions de l'auto-employabilité des jeunes, la préservation de la paix et de l'unité nationale au Gabon. Ainsi, l'orateur constate que les jeunes sont plus touchés par le chômage. A cet effet, M. Ella

Photo : Eric Laphéa



Gérard Ella Nguema (micro) lors de l'échange...

Nguema, a invité les jeunes à se lancer dans la création des micro-projets, qui pourront permettre d'employer d'autres jeunes.

"Je vous exhorte, a clamé Ella Nguema, à constituer des groupes dans chaque secteur d'activité de votre choix, afin que nous puissions ensemble voir comment élaborer les

programmes de formation et le financement des projets. Les jeunes qui s'intéresseront à la conduite pour devenir taximen ou clandomen se verront soutenus dans l'obtention des permis de conduire ». L'orateur justifie son action par le fait que la jeunesse serait aujourd'hui, selon lui, maltraitée ou sacrifiée par certains



Photo : Eric Laphéa

...avec les jeunes.

acteurs politiques de la majorité comme de l'opposition, qui n'ont vraisemblablement besoin des jeunes que pour exécuter leurs programmes politiques. Car une fois l'objectif atteint, ces jeunes sont purement et simplement oubliés.

C'est pourquoi il a invité les jeunes à la prise de

conscience pour éviter de verser dans les actes de violence et d'incivisme, comme c'est présentement le cas à Libreville ou dans certains pays étrangers, où des compatriotes en mission ou en séjour privé sont menacés physiquement et verbalement par leurs concitoyens de la diaspora.

Pour aider les jeunes à

mieux cerner la nécessité du "vivre-ensemble dans la paix et la convivialité", Gérard Ella Nguema se propose d'initier à partir d'aujourd'hui, une campagne de sensibilisation à travers les différents arrondissements de Libreville. Intitulée "la paix jusqu'au bout", cette caravane a pour but d'inviter les jeunes à faire fi des discours de haine et de division propagés actuellement par certains acteurs politiques de tous bords, qui sont visiblement en perte de vitesse. « Nous avons des problèmes au niveau politique ou social, mais cela ne doit pas nous amener jusqu'à détruire notre pays. Après, quel héritage allons-nous léguer aux générations futures, lorsqu'on sait que la guerre ne conduit qu'à des tueries ? », a-t-il conclu.